

Collectivité et Syvadec silencieux les "intercos" à la débrouille

CRISE DES DÉCHETS. - Le blocus se poursuit à Prunelli et Viggianello. Aucune perspective de sortie du conflit ne se dessine. Face à l'urgence et au mutisme des décideurs, les maires apportent des solutions, forcément précaires

Par Roger Antech

LE BILLET

Le zéro phrase

Il n'y a même plus à faire le tri parmi les déclarations, entre ce qui relèverait du bon sens et ce qui ne serait que langue de bois flotté. La crise des déchets les a rendus muets, étrangement absents. Ils poussent au zéro frazi. Ils nous réduisent pourtant au zéro phrase. Les déchets s'amoncellent dans les rues. L'air en sera bientôt vicié. Les intercos sont livrées à elles-mêmes. Elles bricolent des solutions pour limiter les nuisances. Les esprits s'échauffent auprès des centres d'enfouissement bloqués. Ils sont parfois houlés à double tour, comme Viggianello.

Mais Collectivité de Corse, Syvadec et Fiat - dont le rôle se résume ici à celui du médiateur, n'avancent pourtant aucune piste pour sortir de la crise. On nous fait simplement savoir que sur les vertus du tri, et même du surtri, la trauka prépare pour la fin de la semaine, une communication tri (partite) bien sûr, dont rien ne sera alors à jeter. Que peuvent-ils entreprendre, en fait, pour chasser la crise ? Annoncer la recherche d'un nouveau site pour stocker les déchets ? À peine enfoui, Moltifao a déjà joué les exutoires. Réquisitionner Prunelli et Viggianello ? Le recours à la contrainte, à la force publique, s'avère toujours délicat. Songer seulement à exporter à la tonne, les déchets en souffrance ? C'est difficilement assumable, question d'éthique et de morale, l'aveu cruel d'une dépendance, un pavé dans le jardin d'une île au dessin autonomiste. La réalité, c'est que dans l'urgence, et sur la faille de la politique des déchets dans l'île, le sac à solutions est vide. C'est même le seul...

La saison estivale - et son afflux massif de population - ne s'est pas encore installée que déjà, les déchets s'amoncellent sur les points de collecte de toute l'île. Dans l'urgence, quelques solutions précaires sont avancées. Mais le diagnostic et le traitement prescrit rappellent furieusement les épidémies passées. Comme si les leçons n'avaient pas été retenues. Etait des lieux d'une nouvelle crise des déchets.

BIENTÔT LA SATURATION

La situation est vraiment tendue", lâche Guy Armanet, en charge de la collecte des déchets au sein de la communauté d'agglomération de Bastia. Si Teghime fait office de zone tampon en attendant une solution, la saturation n'est qu'une question de jours. "Nous essayons de ramasser dans les cliniques, hôpitaux, les endroits où il y a nécessité de le faire. Nous faisons des tournées pour attirer les choses, en évitant tout pour les traiter", déplore l'élu de la Cab. Face à la crise qui va s'amplifier, le fatalisme prend le dessus. "Toutes les communes essaient de s'adapter pour laisser le moins d'ordures par terre, mais ce n'est pas facile. Nous n'allons pas nous adapter indéfiniment, c'est clair..."

À Furiani, des sacs à gravats ont été distribués aux habitants pour résister aux stockages dans les rues. A Santa-Maria-di-Lota, en revanche, pas d'exutoire possible : "Nous n'avons même pas de solution de substitution au même d'attente. Quand les bornes à Teghime seront pleines, elles seront pleines", constate Guy Armanet, également maire de la commune.

Du côté du Syvadec, pas de communication, même si selon nos informations, "le stockage provisoire" est brandi comme la solution intermédiaire. Une issue régionale qui exclurait l'exporta-



Comme ici, dans le quartier du Fango à Bastia, les déchets continuent de s'amonceler sur les points de collecte. / PHOTO IDNATHAN MARI

tion en Sardaigne ou sur le Continent.

LE TRI NE SUFFIT PAS

Au sortir de la crise de la fin d'année 2015, plus de 4 000 tonnes de détritus s'étaient retrouvées dans les rues des communes de Corse. Catherine Luciani, directrice du Syvadec, lâchait même cette phrase dans nos colonnes, au plus fort de la crise : "Nous n'avons plus le temps d'attendre. On accumule 250 tonnes chaque jour dans les rues."

Difficile d'avoir des chiffres sur le tonnage en souffrance aujourd'hui du côté de l'institution publique. En revanche, le réflexe du tri sélectif s'est généralisé depuis le début de la crise.

Encore malheureusement insuffisant : "A Santa-Maria-di-Lota, je vois des poubelles pleines de feuilles et de branchages, c'est scandaleux", témoigne Guy Armanet. Il ne faut pas remplir les poubelles de n'importe quoi. Si cette situation pouvait incl-

ter les gens au civisme... Mais j'ai l'impression que ce n'est pas le cas. Nous sommes un peu les bras levés."

Des sacs poubelles remplis de déchets près des bornes de tri. La scène se répète un peu partout en Corse. Symbole d'une situation où l'incivisme se mêle à l'absence de solution. En aparté, un élu de la Cab se confie même avec cynisme : "Les crises ont toujours servi à faire bouger les choses. Espérons que ce soit le cas..."

2015, 2016 : DEUX ANNÉES DE SOMMATIONS SANS CONSÉQUENCES

L'image date du 25 septembre 2015. Dans un salon du palais Lantivy, le préfet de Corse Hervé Mirmand reçoit des élus régionaux, les représentants du Syvadec et les délégués protestataires des sites d'enfouissement de Viggianello et Prunelli di Fium'Orbu.

Au bout de 9 heures de discussions, l'interminable tour de table se conclut par un accord qui lève le blocus

dans les CET et met un terme à la crise des déchets qui pollue l'île depuis plusieurs jours. Mais pas un point final.

Un an plus tard, rebelle. La nouvelle majorité territoriale nationalisée et les services de l'État ratifient un plan sur les déchets, après plusieurs séquences critiques en début d'été.

Depuis ? Les centres d'enfouissement de Viggianello et Prunelli débordent, Tallone et Vico ont fermé leurs portes, Giuncaggio et Moltifao sont mort-nés. Et une nouvelle crise couve.

È AVÀ ?

Dans les colonnes de *Corse-Matin*, hier, un cadre administratif d'une collectivité insulaire affirme : "Pour la première fois de ma carrière, je ne vois pas d'issue."

Ce fatalisme inquiète la population et le silence de la majorité territoriale et du Syvadec ne rassure personne. Dans les centres d'enfouissement, la solidarité territoriale s'est réduite à une préfé-

rence intercommunale. Et a abouti à un blocus général.

Depuis, les communautés de communes jouent les pompieres des services. La Capa a couvert Saint-Antoine, la Cab relaie Teghime et les territoires intérieurs avancent des solutions précaires pour gagner du temps (lire ci-dessous). La pieve de l'Ornano vient d'annoncer la mise en place prochaine de la distribution à venir de composteurs individuels.

Les plateformes de stockage, éphémères pour la plupart, vont rapidement atteindre leur plafond. Dans ces conditions, une nouvelle négociation est vitale. Un nouveau tour de table - le même qu'en 2015 et 2016 - pourrait avoir lieu d'ici la fin de la semaine. Les solutions se font rares.

La levée du blocage des centres d'enfouissement paraît ainsi inéluctable. Et reporterait la crise d'un an. Au mieux.

ANTOINE GIANNINI ET JEAN-PHILIPPE SCAPULA